



ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION: 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (14^e) — Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

LE REVOLVER sur le TAPIS VERT

GENEVE, première conférence internationale à participation chinoise, est placée par l'impérialisme américain sous le signe des menaces et des ultimatum à la Chine populaire. Pour la première fois sans doute dans l'histoire, on voit une grande puissance se rendre à une conférence de paix en proclamant que son objectif est de la faire échouer.

Walter Lippman, le pandit Nehru, la presse anglaise, bref, tout le monde sauf

par R. GARRIVÉ

Monsieur Laniel, s'est alors chargé d'expliquer à Foster Dulles qu'il commettait là « plus qu'un crime : une faute », et que, même et surtout pour faire la guerre, il fallait parler de paix. Aujourd'hui, donc, du bout des lèvres, Dulles parle de paix. Mais les paroles d'apaisement ne changent rien aux faits : elles n'empêchent rien aux forces armées américaines inscrites au budget américain pour la préparation de la guerre en Extrême-Orient (plus de la moitié des fonds « d'aide » à l'étranger) qui s'inscrivent pour la guerre d'Indochine (un tiers de ces mêmes fonds). Elles ne changent rien au blocus économique impérialiste de la Chine, infiniment plus dangereux que celui dirigé contre l'URSS, ni aux préparatifs des USA pour enrôler leurs états satellites dans le Pacte de l'A.T.O. ou le Pacte du Pacifique dirigé contre la révolution vietnamienne et la république chinoise.

Les contradictions abondent dans l'orientation des dirigeants impérialistes américains. En particulier sur le problème de la participation directe de troupes américaines à la guerre du Viet-Nam, les différentes fractions bourgeoises s'entre-déchirent. Les uns sont retenus par des considérations électoralistes et plus encore par des préoccupations de business-mens : l'entretien d'une division américaine en campagne coûte 3 fois plus cher que celui d'une division française et les dépenses par des opérations militaires ne sont prêts à marcher dans une guerre contre-révolutionnaire.

Or cette guerre, l'impérialisme américain la veut, à tout prix. Il est à quel que semaines Dulles et ses adjoints définitivement sur le « nouveau politique » qui répudie définitivement les guerres locales par des préoccupations de la guerre mondiale atomique pour un avenir plus ou moins incertain. Cette conception abstraite n'aura pas tenu longtemps à l'épreuve des faits car deux conséquences inévitables de cette politique de « détente » se sont rapidement révélées : l'essouffement de l'impérialisme américain qui exige impérieusement un nouveau expansion du secteur de la production de guerre — l'effacement du maccarthysme, condition politique indispensable à la préparation de la guerre et qui ne peut être assurée sans une alimentation régulière en hystérie anti-rouge, « agression communiste ».

« Oul, mais à Genève nous aurons les mains libres », proclame partout d'un air satisfait les porteurs-paroles de Dulles. Les mains libres de Dulles et de ses communiés Dulles-Bidault, décalqué sur le communiqué Dulles-Eden publié préalablement à Londres, ne comporte aucun ultimatum direct à la Chine populaire. Mais ce que Monsieur le professeur d'histoire Bidault a obtenu là, c'est seulement un respect des formes et des usages diplomatiques en matière de conférences internationales. Le fond des décisions de Londres et de Paris, il est le suivant : les Etats-Unis sont d'ores et déjà parti prenante dans la guerre du Viet-Nam — d'autres pays doivent y être également entraînés sous le couvert d'une organisation militaire commune couvrant tout l'Asie du Sud-Est.

L'impérialisme anglais, malgré l'intérêt qu'il a au commerce avec la Chine et aux bonnes relations avec les autres états asiatiques, prête la main à cette opération, d'où il tire une garantie américaine pour son oppression colonialiste en Malaisie. De son côté, l'impérialisme français permet à son protecteur américain de doubler la mise dans la sale guerre, parce qu'il avance, du Viet-Nam. Et en échange de son rôle de protecteur américain sa participation à toute future expédition militaire américaine en Asie 1.

Pour Genève donc, malgré les contradictions d'intérêt, Dulles a réussi à s'ouder de façon relativement cohérente un

F. LEMBERT (Suite page 3.)

(Suite page 3.)

Par le Front Unique à tous les échelons

Le 20 Avril ouvrira la voie à la grève générale pour imposer le gouvernement des organisations ouvrières sans ministres capitalistes

RESEMBLANT le pays a connu une formation gouvernementale discréditée comme l'est celle que préside M. Laniel. Un ministre de la Défense Nationale, théoriquement chef de l'armée, gîlé par un officier. Les procédés de gangsters de Bidault pour faire avaliser la CED, rejetés par la quasi majorité des cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Les ministres RPF menacés de démissionner et restent au gouvernement ne sachant quelle combinaison ministérielle pourrait lui succéder. M. Mendès-France veut la fin des hostilités en Indochine et prend l'avion pour Londres afin de ne pas voter contre le gouvernement qui poursuit la guerre.

La confusion atteint les hauteurs d'un désordre sans précédent. Le maréchal Juin condamne la politique «uropéenne de Bidault-Pleven et approuve leur politique nord-africaine. Mendès-France, comme Juin, se prononce, à propos de la CED, pour une solution de rechange, mais... condamne la politique nord-africaine et indochinoise menée de concert par Juin-Pleven-Bidault.

Il serait aisé de multiplier à l'infini les signes d'une décomposition orrandissante.

Aucun parti, aucun homme politique n'est à même de présenter un programme bourgeois cohérent sur lequel la classe capitaliste pourrait être ralliée. L'appareil d'Etat lui-même est gagné par cette désintégration politique. En août 1953, la grève générale a dévoilé la faiblesse réelle de l'appareil d'Etat devant le mouvement de masses. Les pertes subies en Indochine, une opposition impuissante à la politique européenne du gouvernement, voilà qui démoralise profondément le corps des officiers dont les grands hommes : Juin ou de Gaulle ne peuvent présenter une véritable politique de rechange.

Le désordre régnant au sein de la bourgeoisie reflète la situation sans

issue de l'impérialisme français, dont les positions dans le monde sont irrémédiablement ébranlées. Ce préfet, en août 1953, s'étonnait de voir son département investi par la grève générale. Recevant une délégation du Comité Central de grève, véritable pouvoir ouvrier, M. le Préfet posait cette question : « Mais pourquoi faut-il qu'il arrive de telles histoires dans mon département ? »

Image combien suggestive d'une classe ayant perdu toute confiance en elle-même.

ILS SE REFUSENT A SAISIR LE POUVOIR

Les contradictions internes de la bourgeoisie sont arrivées au point limite au delà duquel tout le système doit sauter.

C'est leurrer les travailleurs que de vouloir leur faire croire que leurs légitimes revendications peuvent être satisfaites dans le respect du système capitaliste. Patronat et gouvernement ne peuvent lâcher quelque

chose de substantiel, sans que tout l'équilibre du régime soit menacé.

La simple satisfaction de l'élémentaire revendication du minimum vital à 25.166 francs signifie la nécessité pour les patrons de soustraire des milliers de milliards. Et même si le parlement bourgeois votait cette loi, le gouvernement posséderait tout un arsenal législatif lui permettant de s'opposer à son application.

Est-ce à dire que la lutte des masses ne peut contraindre les possédants à capituler ? En aucune façon. Cette constatation implique seulement que la classe ouvrière doit se fixer les objectifs politiques les plus élevés de la lutte directe contre le gouvernement Laniel.

Il n'y a cependant pas de spectacle plus étonnant que celui joué par les grandes organisations ouvrières, Parti Socialiste et PCF, CGT et CGT-FO, qui se refusent à saisir le pouvoir indispensable à la réalisation de leur mot d'ordre : « IL FAUT QUE ÇA CHANGE ».

Les travailleurs commencent à se demander si leurs dirigeants ne sont pas également atteints de la paralysie qui règne dans la bourgeoisie. Les travailleurs voient leurs organisations manifester sur toute une série de problèmes, fondamentaux une identité de vues : contre la guerre d'Indochine, contre la répression en Afrique du Nord, pour le minimum vital à 25.166 francs...

Cependant, dès qu'on en arrive à la définition des moyens et des formes à rassembler pour atteindre ces objectifs, les travailleurs voient : — Le Parti Socialiste faire appel au RPF, « européen », mais qui n'en est pas moins pour la continuation de la guerre d'Indochine, la répression en Afrique du Nord et contre le minimum vital ;

— Le Parti Communiste Français sonner le Rassemblement des Forces Françaises anti-collabes, tels Daladier, le maréchal Juin, de Gaulle !

F. LAMBERT (Suite page 3.)

Pour le XIII^e Congrès du P.C.F., Duclos-Servin ouvrent la chasse à six sorcières

L'HUMANITE du 21-4-54 publie trois résolutions qui seront présentées au XIII^e Congrès du PCF au nom de la direction. Dans la présentation de ces documents, qui ressemblent et coiffent l'orientation de la clique Servin-Duclos, il est dit : « Chaque adhérent a pour devoir de les étudier personnellement pour enrichir la discussion et présenter éventuellement des propositions et amendements dans les réunions de cellules, les conférences de sections et les conférences fédérales préparant le Congrès. Les membres du parti peuvent également envoyer leur contribution

à la discussion sur la base de ces documents pour insertion dans la tribune de discussion qui sera ouverte dans « L'Humanité » et d'autres organes de la presse communiste. Que vaille une belle démocratie, vont s'exclamer les MARTINET et autres sous-litres de « France-Observateur ».

Mais quelques colonnes plus loin, la direction du PCF prévient charitablement ceux des militants qui prendraient pour argent comptant ses promesses de démocratie. Après avoir énoncé les sanctions prises contre MARYV et LEOGOURT écartés injustifiés, ceci d'ailleurs sans l'ombre d'un argument, Duclos-Servin menacent :

« Le parti doit combattre sans ménagement non seulement les porteurs de déviation mais également les conciliateurs ».

« On (lisez : Servin) observe dans la parti des manifestations d'insouciance et de naïveté par rapport aux questions de vigilance. Certains militants oublient que les impérialistes, les ennemis de la démocratie et de l'indépendance nationale s'efforcent avec opiniâtreté d'envoyer dans nos rangs des éléments troubles, des provocateurs, des émissaires des groupements trotskystes et autres policiers qui ont pour besogne de miner l'unité des rangs du parti ».

Attention ! vous voilà prévenus, militants ouvriers du PCF, dirigeants de sections et de fédérations, militants syndicaux et membres du Comité Central qui désapprouvez ou même qui manifestez des doutes quant à la justesse de l'orientation « infailible » du secrétariat ; tout l'arsenal des armes empoisonnées de la calomnie s'avère impuissant à briser l'immense masse des militants communistes, y compris des éléments de direction qui veulent servir les intérêts de leur classe, dans une situation révolutionnaire où le prolétariat assume rapidement toutes les possibilités de combat contre la bourgeoisie et son Etat.

Nous analyserons en détail dans nos prochains numéros les documents et les conditions de préparation du XIII^e Congrès. Nous nous battrons

dans cet article à relever quelques aspects de ces choses présentées à la soi-disant discussion.

Ces thèses représentent un chef-d'œuvre de confusion voulant, en un moment de duplicité et de cynisme rarement égalés.

La thèse (18) reproche à juste titre « aux chefs socialistes de vouloir une politique d'entente avec les chefs archi-réactionnaires du RPF ». Mais la thèse (21) note avec satisfaction que « Tel ou tel homme politique (socialiste, radical, indépendant, gaulliste, etc.) ou tel ou tel groupe politique », c'est-à-dire les chefs aussi archi-réactionnaires du parti radical (Herriot et Daladier), indépendants (Bardoux et Loustaunau-Lacou cagoulard pétainiste), RPF (de Gaulle et Soustelle) sans parler de Juin... »

« on constate par leur propre expérience combien le Parti Communiste

François LEMIRE. (Suite page 2.)

Où en sont les « héros d'Indochine » ?

La censure gouvernementale ne parvient plus à étouffer la vérité sur la situation au Viet-Nam.

Chaque jour, l'écrasement des troupes françaises à Dien-Bien-Phu accentue : réserrement sur quelques kilomètres carrés, champ d'aviation inutilisable, 5.000 tués, sans parler des blessés qui ne survivront pas à la gangrène. En six semaines, 2.000 soldats nationalistes ont rejoint les rangs du Viet-Minh, armes et bagages. Voilà ce qu'il en est de la relève des troupes françaises par les soldats de Bao-Dai. Un nouveau scandale éclate dans les cercles militaires : celui de l'incapacité du commandement français, qui construit un camp dans une cuvette sans tenir les sommets environnants, qui n'hésite pas à informer « l'ennemi » de toutes ses décisions en communiquant sans code par radio. Que dire de ce colonel de Castries qui trépigne d'impatience après ses étoiles de général (qui seront parachutées dans le camp du Viet-Minh !), qui menace de démissionner si l'entente n'est pas donnée, rappelant qu'il est d'accord avec Juin sur la CED ?

Dien-Bien-Phu n'est pas un cas isolé, ce n'est pas une défaite militaire au cours d'une campagne victorieuse. Partout les troupes françaises sont tentées en échec et subissent les plus rudes coups de la part de leurs adversaires. La presse française soumise au gouvernement explique l'écrasement du corps expéditionnaire par la supériorité militaire des troupes du Viet-Minh, « équipées et entraînées par les Chinois ». Les troupes françaises se sont-elles pas équipées par les USA et dotées de matériel ultra-moderne, en particulier d'une aviation puissante ?

La supériorité du Viet-Minh n'est pas seulement militaire, elle est avant tout politique. Le sénateur américain Mansfield, qui est allé au Viet-Nam, a clairement exprimé cette vérité en disant que l'intervention américaine ne changerait rien car le peuple indochinois n'a aucune confiance dans le fantoche Bao-Dai.

La réalité, c'est que le peuple vietnamien tout entier se range derrière Ho-Chi-Minh dans la lutte contre l'impérialisme. La guerre d'Indochine, c'est la guerre du peuple vietnamien pour écraser l'impérialisme et par là même, c'est la lutte de tous les peuples opprimés. Aujourd'hui, le peuple vietnamien se bat avec avant-postes de la révolution mondiale pour détruire le capitalisme et instaurer une société socialiste. Pour vaincre du peuple vietnamien est une victoire du prolétariat mondial et, avant tout, du prolétariat français.

Malgré toutes leurs déclarations sur la défense du « monde libre », les impérialistes savent cela comme ils savent que l'intervention américaine ne mènerait pas fin à la guerre d'Indochine. Aujourd'hui, cette intervention serait une agression contre le Viet-Nam et la Chine Populaire et risquerait d'entraîner une troisième guerre mondiale.

La seule solution pour mettre fin à la sale guerre est de reconnaître le gouvernement Ho-Chi-Minh et de négocier la fin des hostilités avec lui, c'est de retirer le Corps expéditionnaire du Viet-Nam. Tel est aussi le désir de l'immense majorité des Français.

Cette sentence encore, 145 prisonniers français, dont les lieutenants-colonels Charton et Lepage, viennent de lancer un appel dans ce sens. Les adhérents de « nos héros d'Indochine » entendront-ils cette voix ? — M. HUGUES

Action prolétarienne contre la bombe « H »

L'EXPLOSION de la bombe à hydrogène, le 1^{er} mars dernier, a eu pour conséquence l'annulation de des îles de réve du Pacifique en un cratère sous-marin béant. Elle n'a pas seulement répandu à des centaines de kilomètres à la ronde une poussière radioactive mortelle qui a gravement brûlé, à côté de paisibles indigènes et de pêcheurs japonais (1), jusqu'à des observateurs des forces armées américaines engagées dans l'expérience. Elle n'a pas seulement contaminé les poissons, dans la mer et sur les bâteaux de pêche, à tel point qu'il fallut en enterrer deux millions de kilos, privant d'autant la consommation du peuple japonais. Par sa gigantesque puissance destructrice, l'explosion de la super-bombe a aussi déclenché une réaction à l'échelle mondiale, dans la conscience et la sensibilité d'hommes innumérables qui, derrière tous les brouillards de propagande, se heurtent soudain à cette vérité brutale et préemptoire : une guerre aussi terrible que celle que nous vivons de tout un chacun et qui signifierait la fin de la civilisation

humaine. Les maîtres du monde tremblèrent-ils devant cette ultime conséquence ? Remontant-ils, soit de gré, soit de force, à l'utilisation de la bombe H ou au moins à l'engorgement-ils dans la voie d'une sérieuse politique internationale de paix ? C'est ce qu'espère par-dessus tout l'homme de la rue, poussé par son instinct de conservation élémentaire, et renforcé dans ce sentiment par les pacifistes de toutes nuances.

Il serait faux de négliger le fait que la bombe H, avec son pouvoir destructeur de 2.000 fois plus grand que celui des « vieilles » bombes atomiques, crée une situation militaire qualitative nouvelle. Les vœux bellucistes Churchilliens en faveur de l'évidence, devant la Chambre des Communes, que la nouvelle arme de terreur apportait aux régions à peuplement dense de l'Europe la consécration d'une certaine « égalité dans l'andantissement », puisque les campagnes russes à peine plus plantureuses pouvaient désormais être effectivement transformées en déserts par les émanations de la bombe H, et il en a tiré des raisons « d'é-

(1) Dont le cas s'avère maintenant mortel.

P. STABLA (Suite page 2.)

Des militants communistes écrivent à LA VERITE

Avec « L'Affaire du Nord », nous avons ouvert dans notre numéro 228 une nouvelle rubrique : DES MILITANTS COMMUNISTES ECRIVENT A « LA VERITE ».

POUR LE 50° ANNIVERSAIRE DE « L'HUMANITE »

« L' » A reprise des cartes c'est le titre d'un leader signé CACHIN dans « L'Humanité » du 17 décembre 1952.

« L' » a repris des cartes c'est le titre d'un leader signé CACHIN dans « L'Humanité » du 17 décembre 1952.

Naturellement comme d'habitude on tord le cou à la vérité, CACHIN reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

giste RENARD, de chez Renault, candidat à l'élection partielle du premier secteur dans Paris, arrondissement de la rive gauche, était accusé par votre journal d'être un policier.

De même que vous avez bien déclaré à Rennes et à la fête du Parti Communiste du Finistère que Charles TILLOT « Breton de vieille souche, ouvrier révolutionnaire intèpre, restera pour les travailleurs de France, l'homme qui dès le premier jour a fait appel à la lutte armée pour chasser les fascistes allemands et les traitres, l'homme qui a joué sa tête en dirigeant la plus grande armée sans discipline qui ait jamais été levée sur le sol de France, l'homme qui fut un très grand ministre de l'Aviation, qu'il reconstruisit ».

De même que vous avez bien déclaré à Rennes et à la fête du Parti Communiste du Finistère que Charles TILLOT « Breton de vieille souche, ouvrier révolutionnaire intèpre, restera pour les travailleurs de France, l'homme qui dès le premier jour a fait appel à la lutte armée pour chasser les fascistes allemands et les traitres, l'homme qui a joué sa tête en dirigeant la plus grande armée sans discipline qui ait jamais été levée sur le sol de France, l'homme qui fut un très grand ministre de l'Aviation, qu'il reconstruisit ».

ACTION PROLETARIENNE CONTRE LA BOMBE H

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

LA VED P P

Les cellules Renault du P.C.I. proposent le Front Unique au P.C. et au P.S. Renault

Les cellules Renault du Parti ont sorti le n° 59 de leur journal, « La Vérité-Renault », dans lequel nous relevons deux articles importants.

« Depuis 1944 le pouvoir d'achat de la classe ouvrière n'a cessé d'empirer. Les gouvernements successifs ont mené de pair leur exploitation intérieure et la fondation d'entreprises coloniales sanglantes pour le seul profit des grandes banques... »

« Dans la voie de l'unité entre vos deux partis, vous pouvez être assurés du soutien enthousiaste de toute la classe ouvrière pour le gouvernement que vous constituerez. »

« Dans un autre article, nos camarades dénoncent vigoureusement le machisme qui tente d'imposer la direction de Renault. Et plus particulièrement les mesures préventives qu'elle tente de prendre contre les militants qui frappent sur l'action qu'ils pourraient mener dans l'entreprise en cas de luttes. Un cas

La réponse des cellules Méiro du P.C.I. aux attaques stalinienne

« Les conférences ouvrières où il était délégué, l'organe du P.C.F. de Vaugirard, juge bon d'attaquer notre camarade Juet. Nous parce qu'il a dit à cette conférence (c'est ce que pense tous les travailleurs), mais parce qu'il n'est pas... »

« L'organe de la cellule du P.C.F. de Vaugirard et la Rame Libre s'est-il donné pour tâche de saboter la préparation de la grève de 24 heures dans notre dépôt ? Pas du tout. Il est en colère parce que des possibilités de faire pour écarter les travailleurs, donner des armes à ceux qui sont contre l'Unité d'Action, leur permettent de se défendre. Il dit, vous nous appelez à réaliser l'Unité d'Action avec le P.C.F. et la CGT et eux ne trouvent rien de mieux que de vous traîner dans la boue ; impossible de rien faire avec eux. »

« Cela nous répondons, que quel que soit l'attitude des dirigeants de telle ou telle organisation ouvrière, nous continuerons à être pour l'Unité d'Action des travailleurs, car il n'est pas d'autre moyen de vaincre patronat et gouvernement. De plus le fait moyen de démasquer les faux défenseurs de la classe ouvrière est de ne pas se laisser distraire par les calomnies. C'est ainsi et ainsi seulement que l'on peut démasquer les calomnies et en montrer les raisons. »

« Nous un peu ce qui déchaine sa colère. La demande de l'URSS d'entrer dans le Pacte de l'Atlantique, que « L'Humanité » commence à louer vers le Maréchal Juin... grand dédicataire et ami des travailleurs, comme chacun sait... »

« En fait l'histoire en question... en écumant le travailleur de Vaugirard, sabote la préparation de la grève de 24 heures, qui, organisée et préparée par une politique de Front Unique, pourrait être la première étape dans un combat de toute la classe ouvrière capable de prendre à la gorge tous ces « bons français... » qui sont siôt les ennemis de la classe ouvrière et des revendications péculaires et sociales de la classe ouvrière. »

« De cette manière on prépare les pires échecs pour la classe ouvrière. Mais heureusement que les travailleurs ont une expérience politique qui leur évitera de tomber dans les traquenards qu'on leur tend. Les politiciens de la bourgeoisie entendent que les travailleurs au Front retrouvés leur Unité ils passeront à l'action, entraînant derrière eux les petits payans et les masses petites-bourgeoises de la classe ouvrière, car ceux là, ils cherchent des alliés dans le camp ouvrier, car ils savent bien que, seuls, ils sont incapables de faire face. »

« Que cela ne plaise pas aux bureaucrates qui rêvent de fauteuils ministériels dans un gouvernement de coalition avec « les bons français... » qui sont éloignés des revendications péculaires et sociales de la classe ouvrière, mais que ceux là, la longue les travailleurs communistes seront avec nous. »

Le X Congrès du P.C.F.

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

COMITE CENTRAL DU P.C.I. (Session des 10 et 11 avril)

« L'Humanité » reconnaît que « le parti a eu des débuts difficiles ».

La gestion bureaucratique, entraine aux foyers productifs et de brass

EST dans une autre voie, les lecteurs de LA VERITE le savent, que les maîtres du Kremlin ont cherché une solution (1). Khrouchtchev, en effet, ne se satisfaisait d'une politique aventureuse, de l'utopie bureaucratique des agrivoles (utopie eu égard au niveau économique atteint par l'économie soviétique, naturellement), qui signifiait une concentration ultrarapide des kolchozes et ouvrait la perspective de leur proche intégration au secteur étatique... se fit en septembre 1953 le protagoniste d'une politique opportuniste.

LA POLITIQUE OPPORTUNISTE DE KHROUCHTCHEV...

Contrairement à l'industrie, étatisée, la presse soviétique est, en URSS, divisée entre 64.000 kolchozes ou fermes collectives. La propriété kolchozienne est une forme hybride, semi-capitaliste, semi-socialiste. En outre, les kolchoziens cultivent chacun leurs parcelles individuelles... Les kolchoziens sont astreints à la livraison d'une partie de leurs produits à l'Etat, à des prix fixés par le plan, le reste est vendu sur le « marché libre », soumis à la loi de la valeur...

C'est sur les tendances bourgeoises de l'agriculture que Khrouchtchev, étant l'apothéose, émis par Léningrad en 1921, au temps de la NEP (« Il faut s'appuyer sur l'intérêt matériel personnel, sur le rendement marchand... »), choisit de s'appuyer.

1) En encourageant les kolchoziens à travailler sur leurs parcelles privées et à avoir leur bétail — et non seulement les paysans : « Il faut également en tenir compte les présages selon lesquels il est honteux pour un ouvrier ou un employé de posséder personnellement du bétail... »

2) En accordant un considérablement la part de l'agriculture dans le revenu national, par l'augmentation de 200, 300 ou 500 % des prix sur le marché d'Etat, émis par Léningrad, de produits agricoles vendus au marché libre, par la diminution des normes des livraisons obligatoires à l'Etat.

3) En accélérant la différenciation entre kolchozes riches et kolchozes pauvres.

« Les responsables du stockage tentent de justifier les différences entre normes de livraison pour divers kolchozes... en invoquant la différence de niveau de développement économique des kolchozes, districts et régions. Selon eux, une exploitation plus développée doit livrer davantage de produits... cette pratique inadmissible. Il convient de s'en tenir rigoureusement au principe de livraisons obligatoires de produits d'élevage à l'hectare afin que dans les limites d'une division administrative une même norme à l'hectare soit valable, en règle générale. »

(1) La première partie de cet article est parue dans le dernier numéro de LA VERITE.

Gouvernement des organisations capricieuses sans ministres capitalistes

(Suite de la première page.)

C'est un fait, Si le Gouvernement capitaliste ou toute formation gouvernementale de collaboration entre partis bourgeois et partis ouvriers continue à diriger le pays, les besoins les plus élémentaires des masses seront sacrifiés pour la poursuite des hostilités en Indochine et le développement des plans de préparation à la guerre.

Dans la situation présente, toute lutte visant à la satisfaction des revendications des travailleurs, si minimes soient-elles, pose le problème du pouvoir.

C'est dans cette perspective que tous les efforts doivent être faits pour assurer la poursuite et l'unité de 24 heures décidée par la CGT pour le 28 avril et à laquelle la CFTC vient de s'associer.

La pression unitaire, expression de la volonté de combat des masses, est si forte que le Bureau Confédéral FO, qui refuse jusqu'à ce jour de s'associer à la grève, n'a pu obtenir qu'une faible majorité à la CG de la CGT-FO du 15 avril. Chaque jour qui passe voit toute une série d'organisations de base, y compris d'importantes UD-FO, telles celles de la Loire-Inférieure, de la Loire, etc., franchir les plus importants capotements au Bureau Confédéral en signant des accords d'unité d'action. Le Conseil National du SNI autonome, et les Congrès du SNET (enseignement technique) et du SNEB (enseignement secondaire) viennent de demander que la grève soit unifiée. Le FEN autonome étudie les formes et les moyens pour s'associer aux mouvements du 28 avril. Ainsi, la grève du 28 avril peut

SE HEURTE A SES LIMITES

Ces mesures, si elles n'ont pas résolu ces difficultés agricoles, encore aggravées par un hiver très précoce, ont déjà considérablement renforcé les présidents de kolchozes, ces potentats villageois.

Mais le K. G. Smilin ne peut aller bien loin dans la voie de la restauration du capitalisme dans l'agriculture. Il ne peut naturellement faire appel, contre les privilèges, au contrôle démocratique des paysans kolchoziens. Aussi cherche-t-il à renforcer le rôle des Stations de Machines et Tracteurs, ces avant-postes de l'industrie étatisée à la campagne.

Dès le 19 septembre, la Pravda écrivait :

« Les rapports entre les SMT et les kolchozes passent à un stade nouveau et supérieur. Une grande armée de tractoristes et de mécaniciens issus des kolchozes travaillent des ouvriers d'entreprise d'Etat : les SMT. Leur travail sera entièrement basé sur la propriété nationale des moyens de production ; les revenus des SMT des salaires garantis, en argent comme en nature. Ces conditions nouvelles assureront le développement culturel et technique des travailleurs des SMT et contribueront à renforcer la discipline socialiste. »

Les SMT constituent une puissante base matérielle de la production kolchozienne ; ce sont les promoteurs de la révolution technique des travailleurs des SMT et contributeurs à renforcer la discipline socialiste.

Déjà Khrouchtchev, dans son rapport de septembre, avait dénoncé l'incompétence et la négligence de nombreux présidents de kolchozes ; cette campagne est largement reprise par la presse soviétique, qui dénonce en même temps leur refus de se subordonner aux SMT, leur volonté de se les subordonner au contraire.

Les uns ne veulent pas de changement :

« Le président du kolchoze Dimitrov, le camarade Volkov, lorsqu'on lui a demandé s'il voyait une amélioration dans l'organisation du travail, a répondu sans hésiter : « Avant, la direction agricole dirigeait le travail par téléphone, du district, à présent c'est la SMT qui dirige notre travail, également par téléphone. » (Pravda d'Ukraine, 12 janvier.)

D'autres, et ils sont nombreux, pensent comme ce Kriveva, bureau principal d'un kolchoze d'au delà de la Volga :

« Le président du kolchoze, Kriveva, celui qu'on appelle le Passager parce qu'il voyage partout, n'a dit, mais à la ville voisine, est assis devant le bureau, l'air maussade, et dit en s'adressant aux kolchoziens venus pour diverses affaires : « C'est fini maintenant. La SMT n'a qu'à se préoccuper des fourrages, nous n'avons plus à y penser. Par tout le village, on n'a qu'à le faire. Nous n'avons plus qu'à exiger, et pour tout ce sera comme cela désormais. »

Les kolchoziens se taisent. Un seul reprend la parole du président :

« C'est juste, nous sommes les patrons et eux les ouvriers. »

(2) Les économistes Sanina et Venger, critiqués par Staline dans ses dernières déclarations sur le socialisme, et qui proposaient la vente des SMT aux kolchozes, représentaient cette couche de bureaucrates et de technocrates. Mais Khrouchtchev renforce, naturellement.

(3) Les économistes Sanina et Venger, critiqués par Staline dans ses dernières déclarations sur le socialisme, et qui proposaient la vente des SMT aux kolchozes, représentaient cette couche de bureaucrates et de technocrates. Mais Khrouchtchev renforce, naturellement.

« La position adoptée par Kriveva... est pas autre chose qu'une véritable trêve contre le rôle nouveau des SMT... Kriveva veut que la SMT joue le rôle d'un entrepreneur de travaux agricoles dans un plan, à qui il puisse dire : « Paise et ne t'occupe pas du reste ! » (Pravda, 23-24 janvier.)

Khrouchtchev (et son maître Malenkov) ont senti le danger de la « fronde » des Kriveva. Aussi, prononçant le discours de clôture de la conférence des SMT le 29 janvier, Khrouchtchev est-il catégorique :

« Actuellement, les SMT ne sont plus seulement des exécutants de travaux agricoles, selon des contrats passés avec les kolchozes, mais aussi les organisateurs et les dirigeants de la production kolchozienne. » (A suivre.) G. BLOCH.

De notre correspondant en Grande-Bretagne

AGITATION LE LABOUR PARTY APRES LA DEMISSION DE BEVAN DU COMITE PARLEMENTAIRE

DANS mon article du mois dernier, j'ai traité de l'opposition au réarmement de l'Allemagne au sein du Labour Party. Le semaine dernière un divergent est apparu dans le Labour, qui par bien des aspects, sera plus importante et plus profonde que le débat autour du réarmement de l'Allemagne, et posera, plus clairement que celui-ci les problèmes de notre lutte contre la guerre et le propre bourgeoisie. Une fois de plus, la crise a été provoquée par les essais de la direction droitière de mettre le mouvement à la remorque des plans de guerre impérialistes.

La crise actuelle fut précipitée par la venue de John Foster Dulles faisant une tournée européenne pour assurer d'une « volonté unie » des impérialismes occidentaux face aux difficultés de l'impérialisme plus particulièrement de l'impérialisme français et américain. Après un entretien, Dulles et Eden, le ministre britannique des affaires étrangères, publièrent un communiqué affirmant l'intention de leurs gouvernements de préparer un traité du Sud-Est Asiatique, calqué sur le Pacte Atlantique. Le communiqué avertissait les dirigeants russes et chinois que si un compromis ne se réalisait pas à Genève le monde impérialiste unifierait l'intervention en Indochine et resserrerait l'encerclement de la Chine.

Lorsque Eden fit part de ses plans impérialistes à la chambre des Communes, Attlee soutint qu'il était nécessaire d'augmenter les forces des nations « libres » en Asie ; ceci signifiait un front unifié de l'Allié du Labour Party avec les représentants de l'impérialisme. Bevan s'opposa immédiatement à Attlee et dénonça le projet d'Alliance Asiatique.

Le lendemain Bevan démissionna du Comité Parlementaire du Labour Party, connu sous le nom de « Shadow Cabinet ». Bevan rendit publique une déclaration où il s'affirmait profondément choqué par l'incapacité de la direction parlementaire du Labour à condamner l'acceptation par M. Eden de l'initiative américaine qui n'est qu'un pas de plus dans l'encerclement diplomatique et militaire de la Chine.

La démission de Bevan du Comité Parlementaire, sera certainement le début d'une lutte plus ouverte du Labour Party. Déjà, quelques dirigeants droitières des syndicats ont déclaré qu'ils demanderaient l'exclusion de Bevan du Labour Party. Mais ils ne trouveront cela difficile à faire. Sans aucun doute, Bevan aura l'appui de la base du parti, et des syndicats. Cette attitude est le résultat de la pression d'un large mouvement de crainte devant la transformation de l'Indochine en une nouvelle Corée, et l'hostilité aux plans de guerre américains.

Bevan lui-même, a d'ailleurs une position de plus en plus forte dans l'alliance asiatique. Certes, il écrit correctement dans son journal « Tribune » qu'il s'agit « d'une couverture à des mesures contre-révolutionnaires. On nous demande non de nous joindre à une alliance aux buts divers, mais de nous joindre à une alliance aux buts divers. »

« Comités paritaires à tous les échelons »

(Suite de la page 1.) ment à l'opposition, sous des formes diverses, des directions de FO et de la CFTC. La Conférence d'aujourd'hui de la CFTC a été la première possible de convaincre ces directions ou de les obliger à modifier leur attitude et à répondre positivement aux revendications de l'action qui leur sont faites par la CGT.

Dans de telles conditions, pour vaincre la méfiance de camarades et de parties de la direction des autres centrales — et de la CGT — les concours des militants actifs de FO et de la CFTC est nécessaire pour la réalisation de l'unité d'action. Mais cette méfiance il est nécessaire que tous les fonctionnaires et tous les travailleurs soient la garantie et pas seulement par des directions unitaires — qu'aucune centrale n'imposera sa volonté aux autres et conduira le mouvement à son terme. C'est pourquoi le seul d'accord avec les camarades qu'on propose que la direction du mouvement à tous les échelons de la CGT, de la CFTC et de FO, soit un organisme paritaire avec voix égale pour chaque organisation.

PROBLEMES NORO-AFRICAINS

Veillée d'armes en Afrique du Nord

LES partis dirigeants la lutte nationale d'Afrique du Nord, principalement le Néo-Destour et l'UFTI, se sont efforcés dans un certaine mesure de trouver des solutions particulières à chacun de leurs pays durant toute une période. Une nouvelle étape, somme aujourd'hui qui exigera pour le Néo-Destour l'Alqal et le MTLD l'élaboration d'une nouvelle commune aux fins de répondre aux aspirations des masses.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS UNIFORMISE SA TACTIQUE TERRORISTE CONTRE L'INDÉPENDANCE DU MAGHREB

En Afrique du Nord, les efforts tentés par l'impérialisme de dresser l'écran protecteur de l'Union Française réformée se sont soldés par un échec retentissant. La nouvelle vague de terreur colonialiste frappe indistinctement toutes les couches de la population arabe à travers le Maghreb.

En Tunisie, Bourghiba reste déporté ; les assassins de Fehrat Hached et de Hedi Chaker demeurent impunis. Les éducateurs français ont présenté le contenu de la politique de réformes de M. Votard.

En Algérie, où la répression permanente est depuis toujours la seule forme de gouvernement, l'administration prépare de nouvelles dispositions à Constantine, Oran et dans le département d'Alger. Messali Hadj est toujours prisonnier à Niar.

Au Maroc, c'est l'événement le plus important qui se soit produit depuis la déposition du Sultan, selon le « Monde » du 18-4-54, ce sont les dispositions appliquées la nuit dernière ont été préparées en secret à Rabat, afin que l'effet de surprise, donc d'atténuation, soit pleinement atteint.

Quels en seront les effets ? ajoute « Le Monde ».

A une question précise, il faut répondre précisément. Dul doit que ces mesures répressives ont plus la haine et la volonté de combat des masses contre l'impérialisme français.

LES DONNEES ACTUELLES DE LA SITUATION

La situation en Afrique du Nord, malgré la répression accrue est loin d'être en voie de stabilisation. Bien au contraire. Si la France officielle française dans les colonies se retrouve dans sa masse autour de l'appareil répressif, de larges secteurs de la population, et en particulier en Algérie, se déclarent quant à la politique à suivre. L'affaire de la déposition du sultan est démontrative à cet égard. Dans les gouvernements français, si Martinvaud-Deplat et Bidault ont pleinement soutenu ce « complot » d'Union-Française, la plupart des ministres y ont opposé une telle résistance. L'échec du plan de réformes en Tunisie, la déposition de Sidi Mohamed et a sapé les bases d'un compromis soutenu par certains. La résistance des masses aux mesures de force prises par l'administration a ouvert une nouvelle période où l'autogestion, le mouvement contre l'impérialisme et les mouvements nationalistes se manifestent infiniment plus clairement.

TOUTE POLITIQUE DE REFORMES EST VOUEE A L'ECHEC

L'impérialisme français, qui doit reculer partout dans le monde devant la pression grandissante de ses rivaux, allemands, américains et soviétiques, s'efforce de s'accrocher bec et ongles à son « domaine » nord-africain. Alors que les investissements français diminuent dans le reste du monde, y compris en France même, en Afrique ils augmentent considérablement : 788 millions de dollars en 1947, 1.100 millions de dollars en 1952.

L'orientation politique du capital financier français est très clairement formulée dans ce rapport au Conseil d'Administration de la Banque de l'Union Parisienne :

« Les entreprises contrôlées par la BUP a ont été amenées par la réduction des programmes d'équipement dans le métro, à augmenter leurs achats vers l'étranger, et grâce à l'ouverture de nouveaux chantiers en Afrique du Nord, elles se trouvent d'ores et déjà en mesure de réaliser suffisamment pour les prochaines années. Malgré un ralentissement général de l'activité économique au Maroc, la Compagnie peut effectuer de même le volume de ses affaires commerciales continuer à progresser ». Le rapport fournit également des indications sur les perspectives accrues sur le marché mondial.

Tout en s'efforçant de préserver la stabilité politique de l'impérialisme français, contre les tentatives de dépendance d'Afrique du Nord, Wall-Street cherche à supplanter la France. La rivalité sourde mais féroce au Maroc, le récent voyage de Fehrat Fechtler en Afrique du Nord en son pays des manifestations les plus spectaculaires.

Ainsi, avec des possibilités moindres de résister à la concurrence internationale accrue, l'impérialisme français, dont tout le système de domination révolutionnaire des masses est basé, se voit en France qu'en Afrique du Nord, est incapable de promouvoir une politique de réformes. Il ne peut effectuer des concessions réelles aux aspirations des peuples qu'il opprime. Les espoirs, qui un temps ont pu, en Tunisie et au Maroc, se fonder sur des illusions, se sont brisés net sur la sanglante réalité des faits. Le gendarme et le policier, le Tribunal et les camps de concentration, les prisons et les condamnations à mort, uniformisent la situation dans toute l'Afrique du Nord, au Maroc, en Tunisie et en Algérie.

De cette situation, tous les partis nationalistes tendent à tirer la principale des leçons. A une stratégie d'ensemble et d'impérialisme français, répondre par des tactiques différenciées c'est s'affaiblir partout. Unifier le front de l'indépendance nord-africaine, c'est voyager de la capacité offensive des forces anti-impérialistes. Présenter un front uni et sans fissures, c'est être plus à même d'utiliser en toute puissance les mouvements de classe du prolétariat français, qui naissent, et dont la grève d'aujourd'hui a été le signe le plus visible. Le récent voyage de Fehrat Fechtler en Afrique du Nord est une preuve de ce que le Nord peut ouvrir cette voie.

Le revolver sur le tapis vert

(Suite de la première page.)

front commun impérialiste. Quel étonnement ce 7 ! Il se s'agit de la zone de luttes d'influences, il s'agit d'une révolution en marche. La lutte inter-impérialiste continue, pour savoir qui sera le patron du monde, l'impérialisme français ou l'impérialisme américain. Mais au-dessus de cette lutte un et l'autre placent leurs intérêts fondamentaux de classe. Les deux camps à Genève, l'impérialisme n'aura rien à offrir à la révolution vietnamienne, pas même un petit nouveau, pas même un petit rapportant dans un gouvernement Bao-Dai. Il n'aura rien à offrir à la Chine populaire, pas une seule facilité financière, pas la moindre reconnaissance de ses droits dans le cadre de l'ONU ou dans le cadre de la Conférence de Genève elle-même.

Déjà, dans le sillage de Molotov a-t-il encore de mener à bien son plan contre-révolutionnaire, consistant à vendre la révolution vietnamienne moyennant quelques concessions de forme pour le Viet-Minh et la Chine ? Aucune. Il essaiera certainement, avec opiniâtreté, de contourner les obstacles mis par Dulles, sur la voie d'un nouveau Yalta d'un nouveau partage du monde en sphères d'influence. Il inventera des formules inédites de négociations, dans la France, la résistance que l'impérialisme américain oppose à tout compromis, même avantageux pour lui. Il adjuvra pathétiquement à la démission de Bevan, mais ne consentira de ses propres intérêts. Tout ceci en vain. Il se brôlera les doigts au feu de la révolution vietnamienne.

Aut démentir ce que l'on voit. Voilà le vrai problème. Le peuple vietnamien va au-devant de luttes plus dures. Mais il a pour lui la confiance que donnent les succès de la Chine populaire, la confiance qu'il a en sa propre force. Le peuple français, lui, va endosser des responsabilités politiques énormes. Il n'est pas trop tard pour arrêter la sale guerre, pour la désamorce, comme elle est maintenant. Malgré les rondottes de Dulles, il reste vrai que si nous parvenons à un programme bourgeois, les luttes de classes s'avèrent incapables de noyer dans le sang la révolution vietnamienne. Tout cela dans l'action, toute l'action trompeuse répandue sur la scène de la Conférence de Genève sont autant de crimes contre les intérêts communs des peuples de l'Asie. Voilà le vrai problème du salut, montré par le PCI dans l'appel que reproduisit le dernier numéro de LA VERITE, est celle de l'action de masse et de la guerre, coordonnée et dirigée par les organisations ouvrières.

SUR LE FRONT OUVRIER

La mémorandum ouvrière appliquée par Frachon

LORSQUE, à la commission exécutive du syndicat que Frachon dirigeait à la RATP, plusieurs sont intervenus pour demander que la réunion à laquelle Frachon participait soit ouverte à tous. Car, disaient-ils, « nous, nous sommes convaincus de la nécessité de l'unité d'action » ; ce sont les autres travailleurs de la RATP qui ont répondu, particulièrement les adhérents des autres syndicats et les inorganisés. Frachon trouva de meilleures arguments que nous pour les convaincre.

Mais l'opinion des militants des sections syndicales est une chose ; ce que veulent les dirigeants en est une autre. Au nom du bureau syndical, un de ses membres, Schaid, répondit aux délégués de section :

« Chacun peut amener, sous sa responsabilité, des travailleurs non cégétistes, mais il est impossible d'ouvrir publiquement cette assemblée, parce que Just et sa clique y viendraient. »

Immédiatement, des camarades de toutes tendances, regroupés autour de « La Tribune Libre de la R.A.T.P. », éditent un tract, avertissant l'ensemble des travailleurs de la RATP de ce qui s'était passé à la commission exécutive de la CGT, demandant que le bureau du syndicat ouvre cette réunion à tous et annonçant que de toutes façons le camarade Just viendrait à cette réunion pour exposer les positions prises sur la question par « La Tribune Libre ».

Mais la direction syndicale se maintint sur sa position. Just se vit interdire la porte de cette réunion. Ce que voyant, un militant de la CGT qui fut délégué à la conférence départementale ouvrière de la Seine organisée par la CGT, déclara sur la carte de la CGT, en déclarant que l'attitude des dirigeants était anticontraire.

Il ne s'agit pas d'un simple incident. Le refus de laisser le camarade Just s'exprimer (décision qui, bien entendu n'est pas le seul fait de la direction du syndicat de la RATP mais qui a été prise en plein accord avec Frachon lui-même) est l'aveu de l'incapacité des dirigeants les plus élevés de la CGT à affronter leurs positions avec les nôtres, devant les militants de la CGT et du PCF.

D'ailleurs, la courte discussion qui eut lieu entre le camarade Schaid et Frachon, à la porte de cette réunion, est fort édifiante. Just se voyant in-

terdire l'entrée, a été trouver Frachon qui (par hasard ?) était quel-ques pas. Il lui a demandé si lui, Frachon, pensait que la grève du 28 serait possible avec les seuls militants de la CGT, et si les problèmes de l'unité d'action ne devraient pas être débattus et résolus tous ensemble. A quoi Frachon s'est contenté de répondre, disant seulement : « Arrê-chez toi au service d'ordre. » Et comme notre camarade insistait, Frachon dit : « Nous ne sommes pas ici pour bavarder sur la grève générale. » Et il s'en alla.

Mais les camarades unitaires regroupés autour de la « Tribune Libre

de la R.A.T.P. », prévoyant que Just ne pourrait pas entrer, s'étaient organisés afin que l'un d'entre eux puisse faire l'intervention que Just avait préparée. Le camarade Serge Selleron lut cette intervention à la tribune. De nombreux militants applaudirent. Après quoi, Selleron annonça que cette intervention était celle que Just avait préparée et qu'il avait fait si l'entrée de la salle ne lui avait pas été interdite. Frachon ne répondit pas.

de la R.A.T.P. », prévoyant que Just ne pourrait pas entrer, s'étaient organisés afin que l'un d'entre eux puisse faire l'intervention que Just avait préparée. Le camarade Serge Selleron lut cette intervention à la tribune. De nombreux militants applaudirent. Après quoi, Selleron annonça que cette intervention était celle que Just avait préparée et qu'il avait fait si l'entrée de la salle ne lui avait pas été interdite. Frachon ne répondit pas.

Voici quelques extraits de cette intervention :

Je ne crois pas que toutes les possibilités que la venue de Frachon dans notre corporation nous offrait, aient été utilisées. Il aurait été bon de demander à Frachon, devant tous les travailleurs de la RATP, sur les moyens qu'il entendait utiliser pour que les travailleurs obtiennent les 25,166 francs pour 173 heures et la suppression des abattements de zones. Cette proposition n'aurait pas été adressée à ces organisations pour qu'elles répondent à notre appel... Cela n'a pas été fait, il faudra que nous le fassions à la prochaine occasion.

Quelles sont les conditions d'une bataille victorieuse ? Ce sont celles qui furent réalisées dans notre corporation en Mars 51, mais qui doivent être réalisées cette fois à l'échelle nationale et de toutes les corporations.

Voici comme la brochure « Le secret de la victoire des travailleurs de la RATP », éditée par la CGT, les résumait :

La grève était dirigée par le Comité Central de grève. Celui-ci était composé a) Des syndicats signataires du protocole. b) Des représentants des comités de grèves élus, des terminus, des dépôts et ateliers. c) Avant chaque comité central se réunissaient les représentants des syndicats. Ils examinaient toutes les questions relatives à la grève, aux pourparlers et rédigeaient les communiqués. d) Le rapporteur était désigné (à tour de rôle un représentant de la CGT, de FO, de la CFTC, des autonomes, des cadres).

Et c'est ensuite le comité très large composé de 180 à 200 camarades des comités de base élus qui enrichit, modifie ou tout simplement ratifie. L'exemple du Comité Central a été suivi par les comités de base.

si nous analysons, nous voyons clairement que 1) les directions syndicales jouaient pleinement leur rôle, 2) le contrôle de la base existait... la parité entre les directions syndicales (existait). Tout argument du genre « nous ne pouvions aller devant sans crainte... les dirigeants des organisations groupées dans le Cartel subissaient un contrôle réel de la part non seulement des adhérents des autres organisations ou des inorganisés, mais des adhérents de leur propre organisation... les propositions faites par des autonomes (dont Portes, secrétaire de la Fédération Autonome des PTT), des inorganisés, des cégétistes aux conférences ouvrières départementales et nationale ont une très grande importance. Voici ce qu'il proposait :

« La constitution d'un comité national interconfédéral paritaire chargé de conduire la grève générale et de préparer une action plus étendue dans le temps si le gouvernement ne consent pas à appliquer les décisions de la C.S.C.C. »

C'est ainsi que nous convaincrions ou que nous submergerions. Nous pouvions être certain qu'une fois les travailleurs, tous les travailleurs convaincus, qu'il n'y a aucune manœuvre, imposent l'unité, ils imposent que cette fois la grève nationale soit réalisée les conditions de lutte qui furent celles de la grève de la RATP en mars 51.

Ainsi nous pouvions être sûrs que la grève de 24 heures sera unanime, et sera le prélude à la grande bataille de classe nécessaire pour obtenir les 25,166 francs.

de la R.A.T.P. », prévoyant que Just ne pourrait pas entrer, s'étaient organisés afin que l'un d'entre eux puisse faire l'intervention que Just avait préparée. Le camarade Serge Selleron lut cette intervention à la tribune. De nombreux militants applaudirent. Après quoi, Selleron annonça que cette intervention était celle que Just avait préparée et qu'il avait fait si l'entrée de la salle ne lui avait pas été interdite. Frachon ne répondit pas.

Voici quelques extraits de cette intervention :

Je ne crois pas que toutes les possibilités que la venue de Frachon dans notre corporation nous offrait, aient été utilisées. Il aurait été bon de demander à Frachon, devant tous les travailleurs de la RATP, sur les moyens qu'il entendait utiliser pour que les travailleurs obtiennent les 25,166 francs pour 173 heures et la suppression des abattements de zones. Cette proposition n'aurait pas été adressée à ces organisations pour qu'elles répondent à notre appel... Cela n'a pas été fait, il faudra que nous le fassions à la prochaine occasion.

Quelles sont les conditions d'une bataille victorieuse ? Ce sont celles qui furent réalisées dans notre corporation en Mars 51, mais qui doivent être réalisées cette fois à l'échelle nationale et de toutes les corporations.

Voici comme la brochure « Le secret de la victoire des travailleurs de la RATP », éditée par la CGT, les résumait :

La grève était dirigée par le Comité Central de grève. Celui-ci était composé a) Des syndicats signataires du protocole. b) Des représentants des comités de grèves élus, des terminus, des dépôts et ateliers. c) Avant chaque comité central se réunissaient les représentants des syndicats. Ils examinaient toutes les questions relatives à la grève, aux pourparlers et rédigeaient les communiqués. d) Le rapporteur était désigné (à tour de rôle un représentant de la CGT, de FO, de la CFTC, des autonomes, des cadres).

Et c'est ensuite le comité très large composé de 180 à 200 camarades des comités de base élus qui enrichit, modifie ou tout simplement ratifie. L'exemple du Comité Central a été suivi par les comités de base.

si nous analysons, nous voyons clairement que 1) les directions syndicales jouaient pleinement leur rôle, 2) le contrôle de la base existait... la parité entre les directions syndicales (existait). Tout argument du genre « nous ne pouvions aller devant sans crainte... les dirigeants des organisations groupées dans le Cartel subissaient un contrôle réel de la part non seulement des adhérents des autres organisations ou des inorganisés, mais des adhérents de leur propre organisation... les propositions faites par des autonomes (dont Portes, secrétaire de la Fédération Autonome des PTT), des inorganisés, des cégétistes aux conférences ouvrières départementales et nationale ont une très grande importance. Voici ce qu'il proposait :

« La constitution d'un comité national interconfédéral paritaire chargé de conduire la grève générale et de préparer une action plus étendue dans le temps si le gouvernement ne consent pas à appliquer les décisions de la C.S.C.C. »

C'est ainsi que nous convaincrions ou que nous submergerions. Nous pouvions être certain qu'une fois les travailleurs, tous les travailleurs convaincus, qu'il n'y a aucune manœuvre, imposent l'unité, ils imposent que cette fois la grève nationale soit réalisée les conditions de lutte qui furent celles de la grève de la RATP en mars 51.

Ainsi nous pouvions être sûrs que la grève de 24 heures sera unanime, et sera le prélude à la grande bataille de classe nécessaire pour obtenir les 25,166 francs.

Pour forger les conditions de la victoire La C.G.T., la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C. doivent constituer le Comité National Paritaire Interconfédéral

Le Comité permanent pour les Assises Nationales d'Unité d'Action syndicales vient d'élire un tract, à la veille de la grève du 23 avril. Nos lecteurs savent que le Comité permanent rassemble des militants unitaires de toutes tendances (CGT, CGT-FO, CFTC, autonomes et des inorganisés).

Le CCN de la CGT vient de fixer la date de la grève générale de 24 heures au 28 avril. La direction de la CFTC vient d'inviter, de son côté, les adhérents à faire grève le 23 avril. Par contre, la commission exécutive de FO se refuse à s'associer et à conseiller ses adhérents à faire grève le même jour.

Pourtant, sous la pression grandissante des militants de cette centrale syndicale, sa commission exécutive du 13 avril, où cette proposition s'est réunie pour la réalisation de l'unité d'action, a finalement été contrainte d'engager les travailleurs, et en accord avec leur fédération d'industrie et les UD FO, à utiliser tous les moyens à leur disposition pour manifester auprès des employeurs leur volonté de voir prise en considération les revendications formulées par la CGT-FO et ses Fédérations.

Nombreux sont les syndicats et fédérations qui suivront l'exemple de l'UD de la Loire-Inférieure qui, le 18 février 1954, a signé un protocole d'accord avec les UD CGT et CFTC. En août 1953, 4 millions et demi de travailleurs ont démontré qu'à la base toutes les conditions étaient réunies pour la réalisation de l'unité d'action dans la grève générale. Qu'a-t-il manqué à « août 53 » pour vaincre le patronat et le gouvernement ? Que manqua-t-il aujourd'hui pour contraindre le gouvernement à céder sur toute la ligne ?

Une seule et unique condition, l'unité d'action.

Les militants partisans du comité permanent pour les Assises nationales pour l'unité d'action syndicale mènent une campagne inlassable pour la réalisation de l'unité. Un seul sommet à la base. Ils ont participé aux conférences ouvrières départementales convoquées par la seule CGT.

Dans ces assemblés, les militants unitaires ont proposé que les con-

férences s'adressent à toutes les centrales pour leur proposer la constitution d'un comité national paritaire interconfédéral de grève générale et de comités paritaires à tous les échelons et contrôlé par les comités de base élus démocratiquement.

À la conférence ouvrière de la Seine, suivies avec la plus grande attention par l'assistance des militants de la CGT, 14 interventions ont martelé ces propositions unitaires.

En commission des résolutions et dans la conférence, les militants unitaires ont proposé la résolution suivante :

« La conférence suggère d'autre part la constitution d'un comité national interconfédéral paritaire chargé de conduire la grève générale et de préparer une action ultérieure plus étendue dans le temps, si le gouvernement ne consent pas à appliquer les décisions de la commission supérieure des conventions collectives.

« Diminuer les UD à réaliser l'unité d'action par la constitution des comités paritaires à l'échelle des entreprises et à l'échelon départemental ou toute autre forme d'organisation sur lesquelles les centrales pourraient réaliser l'unité d'action.

Repoussée par la majorité de la conférence ouvrière départementale de la Seine, cette résolution n'a pas été soumise au vote de la conférence nationale. Et pourtant, ces propositions sont les seules susceptibles d'obliger les dirigeants FO à réviser l'unité d'action au sommet.

Des garanties pour l'unité d'action

L'expérience positive de la grève des bureaux-gares, en décembre-janvier 1954, a prouvé l'efficacité des comités paritaires contrôlés par les comités élus.

A cette époque, deux fédérations (CGT et Autonomes) ont constitué un comité paritaire de grève. Les grévistes ont participé à l'ensemble des comités paritaires dans de larges comités de grève et ils participent en masse aux assemblées générales. Ils ont vu à deux reprises leur volonté au comité fédéral paritaire qui dirigeait la grève. Dans les bureaux en grève, les syndicats CGT, CFTC, FO et Autonomes ont constitué un comité paritaire intersyndical.

Ces comités paritaires ont imposé par deux fois aux dirigeants de la Fédération des PTT-FO et à la CFTC ce qu'ils appuient leur mouvement, bien que ces dirigeants condamnaient la grève légitime des bureaux-gares.

2.000 grévistes de toutes tendances, rassemblés autour des comités paritaires de base (CGT, CGT-FO, CFTC et Autonomes) et autour du comité fédéral paritaire, ont imposé à la FNSA-PPT, Fédération des Postiers, ce qu'ils appuient leur mouvement, bien que ces dirigeants condamnaient la grève légitime des bureaux-gares.

2.000 grévistes de toutes tendances, rassemblés autour des comités paritaires de base (CGT, CGT-FO, CFTC et Autonomes) et autour du comité fédéral paritaire, ont imposé à la FNSA-PPT, Fédération des Postiers, ce qu'ils appuient leur mouvement, bien que ces dirigeants condamnaient la grève légitime des bureaux-gares.

Mais ces 2.000 grévistes n'ont pu imposer que leurs fédérations lancent en commun l'ordre de grève générale. Face à cette situation, les dirigeants des postes, aujourd'hui, les travailleurs, qui au mois d'août ont participé au nombre de 4 millions et demi à la grève générale, doivent à présent imposer aux directions syndicales qu'elles réalisent l'unité d'action au sommet à la base.

Dans des Assemblées générales et par des délégations auprès des dirigeants, ils exigent que la CGT et la CFTC, qui se sont prononcées pour la grève du 28 avril, s'organisent immédiatement en comité national paritaire interconfédéral de grève. Ils exigent que leurs syndicats, à tous les échelons, réalisent les comités paritaires, appuyés par les comités d'unité à la base élus.

Le comité paritaire interconfédéral CGT-CFTC, appuyé par les travailleurs de toutes tendances, invitera la direction de FO à y participer à l'égalité.

Les travailleurs se souviennent qu'en août 1953 toutes les directions confédérales se sont refusées de constituer le comité national de grève. Face à l'état bourgeois en pleine décomposition, le comité national de grève aurait dressé quatre millions et demi de grévistes en une force de classe unifiée et organisée. Le gouvernement Laniel, qui dit non à nos revendications, est été balayé.

Aujourd'hui, la voie est ouverte pour la victoire, pour faire capituler le patronat et le gouvernement de misère. Pour cela, travailleur, en vue de préparer les conditions d'une lutte générale victorieuse, nous devons nous constituer en pleine décomposition, le comité national de grève aurait dressé quatre millions et demi de grévistes en une force de classe unifiée et organisée.

Travailleurs, par une action générale et simultanée, toutes corporations, toutes fédérations unitaires nous serons victorieux.

Le 14 avril 1954.

Les interventions des militants unitaires

Mobiliser toute la classe ouvrière aux Conférences ouvrières

Notre dernier numéro consacrait une place importante au compte rendu des conférences ouvrières départementales, organisées par la CGT. Nous avions toutefois été obligés par le manque de place de reporter plusieurs interventions de militants unitaires. Nous les publions ci-dessous, les problèmes soulevés étant toujours au centre de notre attention.

Le 3 et 4 avril, le camarade Portes, secrétaire de la FNSA-PPT, demanda à présenter l'amendement qu'il avait déposé avec le camarade Bousset-Lambert à la Conférence de la Seine. Cette demande fut repoussée par la présidence de la Conférence, au mépris de la démocratie ouvrière.

Par ailleurs, le délégué CGT du Livre, n'ayant pu prendre la parole en raison du nombre des orateurs, nous a fait parvenir l'intervention qu'il avait préparée. Nous la publions dans cette page.

Notre dernier numéro consacrait une place importante au compte rendu des conférences ouvrières départementales, organisées par la CGT. Nous avions toutefois été obligés par le manque de place de reporter plusieurs interventions de militants unitaires. Nous les publions ci-dessous, les problèmes soulevés étant toujours au centre de notre attention.

Le 3 et 4 avril, le camarade Portes, secrétaire de la FNSA-PPT, demanda à présenter l'amendement qu'il avait déposé avec le camarade Bousset-Lambert à la Conférence de la Seine. Cette demande fut repoussée par la présidence de la Conférence, au mépris de la démocratie ouvrière.

Par ailleurs, le délégué CGT du Livre, n'ayant pu prendre la parole en raison du nombre des orateurs, nous a fait parvenir l'intervention qu'il avait préparée. Nous la publions dans cette page.

Un autre problème est celui des postes. Les comités de base élus ont demandé que les postes participent à la grève générale. Cette proposition a été repoussée par la direction de la CGT.

En effet, quel est le problème ? Mobiliser la classe ouvrière, tout cela qu'il faudra un bon massif et décidé. Nous ne voulons faire céder le gouvernement.

Une grève générale interprofessionnelle réussie est un contrat de puissances considérables. La possession de masses qui auraient repris conscience qu'un Front Unique de la classe ouvrière est possible, serait irrésistible.

Il y a trois mois, à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, l'accord s'est réalisé entre les représentants des différentes centrales.

Mais maintenant, il faut poser la question à ceux qui se sont mis d'accord sur ce chiffre de 25,166 francs. L'accord qui s'est fait ce jour-là ne suffit pas, il faut maintenant continuer le Front Unique au sommet, pour arracher ce minimum.

Un autre problème est celui des postes. Les comités de base élus ont demandé que les postes participent à la grève générale. Cette proposition a été repoussée par la direction de la CGT.

En effet, quel est le problème ? Mobiliser la classe ouvrière, tout cela qu'il faudra un bon massif et décidé. Nous ne voulons faire céder le gouvernement.

Une grève générale interprofessionnelle réussie est un contrat de puissances considérables. La possession de masses qui auraient repris conscience qu'un Front Unique de la classe ouvrière est possible, serait irrésistible.

Il y a trois mois, à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, l'accord s'est réalisé entre les représentants des différentes centrales.

Mais maintenant, il faut poser la question à ceux qui se sont mis d'accord sur ce chiffre de 25,166 francs. L'accord qui s'est fait ce jour-là ne suffit pas, il faut maintenant continuer le Front Unique au sommet, pour arracher ce minimum.

Un autre problème est celui des postes. Les comités de base élus ont demandé que les postes participent à la grève générale. Cette proposition a été repoussée par la direction de la CGT.

En effet, quel est le problème ? Mobiliser la classe ouvrière, tout cela qu'il faudra un bon massif et décidé. Nous ne voulons faire céder le gouvernement.

Une grève générale interprofessionnelle réussie est un contrat de puissances considérables. La possession de masses qui auraient repris conscience qu'un Front Unique de la classe ouvrière est possible, serait irrésistible.

Il y a trois mois, à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, l'accord s'est réalisé entre les représentants des différentes centrales.

Mais maintenant, il faut poser la question à ceux qui se sont mis d'accord sur ce chiffre de 25,166 francs. L'accord qui s'est fait ce jour-là ne suffit pas, il faut maintenant continuer le Front Unique au sommet, pour arracher ce minimum.

Thomas (fonctionnaire C.G.T.)

« COMITES PARITAIRES A TOUTS LES ECHELONS »

Un cours de la conférence professionnelle de la Seine, qui n'est tenue vendredi, il est apparu que dans leur grande majorité les fonctionnaires étaient d'accord avec le principe de la grève générale. Ils ont proposé que pour être victorieux la lutte devra être générale, que pour vaincre l'ensemble des forces sociales du patronat, il faut en tenir compte. C'est pourquoi la motion de la CGT et CFTC n'ont pas été repoussées, mais la conférence devra s'adresser à toutes les confédérations pour les associer à l'organisation de cette grève, non pas seulement pour fixer une date mais pour réaliser l'unité de direction, sous la forme de comités paritaires à tous les échelons.

Renard (Renouill-inorganisé)

« LA BATAILLE DE L'UNITÉ DOIT ETRE GAGNÉE »

Comme je l'expliquais à la conférence nationale de la Métallurgie, la bataille de l'unité est devant nous. L'unité n'est pas réalisée. Elle est à gagner. Ce matin, la discussion a montré que deux points de vue sont en présence. Ce sont les comités paritaires et les comités d'unité d'action.

Qu'il s'agit de travailler lorsqu'ils parlent de leur désir de la réalisation de l'unité. Parient-ils de l'unité à la base ? NON ! Ils parlent de l'unité d'action de centrales syndicales, et il faut voir comment nous allons répondre à cette volonté.

Nous avons dans ce sens un parallèle à l'été 51. Le 25 novembre, lancée par la CGT-Métaux, seule, qui a été un échec ; la journée du 29 janvier qui, lancée conjointement par toutes les centrales, a été partiellement suivie.

Il y a tout de même un paradoxe dans la situation. Les trois confédérations sont pour les 25,166 francs, et toutes déclarent que la grève du 28 avril sera unanime, et sera le prélude à la grande bataille de classe nécessaire pour obtenir les 25,166 francs.

Il y a tout de même un paradoxe dans la situation. Les trois confédérations sont pour les 25,166 francs, et toutes déclarent que la grève du 28 avril sera unanime, et sera le prélude à la grande bataille de classe nécessaire pour obtenir les 25,166 francs.